

Service Risques, Energie, Déchets / Pôle Risques
Technologiques ICPE
Saint-Phy
BP 54
97102 Basse-terre Cedex

Basse-terre, le 1 Août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCREMA

Rue Thomas Edison
97122 Baie-Mahault

Références : RED-PRT-IC-2024-273

Code AIOT : 0022100053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement SOCREMA implanté Rue Thomas Edison ZI de JARRY 97122 Baie-Mahault. L'inspection a été annoncée le 21/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente inspection du 27 septembre 2021 il a été constaté que 2 des 8 points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DEAL/RED du 25 juin 2018 n'étaient pas soldés.

Ces deux points sont :

- le contrôle des TAR par un organisme agréé ;
- la transmission d'un porter à connaissance global de l'établissement suite aux modifications réalisées notamment l'implantation de l'entrepôt MIKO.

Consécutivement à cette visite, l'arrêté de mise en demeure du 25 juin 2018 a été maintenu.

Il est à noter que deux incidents impliquant les installations de production de froid mettant en œuvre de l'ammoniac ont été déclarés depuis à la DEAL :

- le 02/09/2022 : incident lié à des travaux de maintenance réalisés par une société extérieure durant lesquels un agent n'était pas équipé des EPI appropriés ;
- le 09/04/2024 : incident lié à l'ouverture d'une soupape de sécurité suite à la mise en service

du compresseur de secours (dysfonctionnement d'un pressostat).

Ces incidents ont fait l'objet d'une analyse des causes, d'actions de prévention et de fiches de notifications transmises à la DEAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCREMA
- Rue Thomas Edison ZI de JARRY 97122 Baie-Mahault
- Code AIOT : 0022100053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCREMA exploite un établissement de transformation agroalimentaire spécialisé dans la fabrication, l'emballage et le stockage frigorifique de produits alimentaires à base de lait et de fruits (yaourts, jus de fruits, glaces,...). Ce site a initialement été autorisé par l'arrêté préfectoral n°89-236 AD/1/4 du 21 avril 1989. Actuellement son exploitation est encadrée par l'arrêté préfectoral n°2014058-007 du 27 février 2014 complété par arrêté préfectoral n°2015-048/SG/DICTAJ/BRA du 28 mai 2015.

Ce site est soumis au régime de l'autorisation ICPE pour ses installations de production de froid mettant en œuvre de l'ammoniac (rubrique 4735).

Depuis 2015, des modifications de l'établissement ont été réalisées, notamment en 2017 avec l'implantation d'un nouvel entrepôt frigorifique de 17 350 m³ (entrepôt MIKO) en remplacement d'un ancien entrepôt froid. L'exploitant a procédé à une déclaration ICPE de cet entrepôt.

Il est à noter que l'arrêté préfectoral DEAL RED du 25 juin 2018 met en demeure la société SOCREMA de régulariser la situation administrative de ce nouveau bâtiment en déposant un dossier de porter à connaissance contenant notamment une étude de dangers.

Lors de la présente inspection l'exploitant a indiqué que le porter à connaissance global du site faisant suite aux modifications réalisées était en cours de finalisation et qu'il serait transmis en septembre 2024.

Préalablement à la transmission de ce porter à connaissance global l'exploitant a présenté :

- un audit de classement ICPE de ses installations intégrant les modifications du site et l'évolution de la nomenclature ICPE ;
- un projet de nouvelle chambre froide positive (réaffectation d'un bâtiment existant).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Suite de l'inspection du 16 septembre 2021
- Eau de surface ;
- Équipement sous pression ;
- Installations frigorifiques contenant de l'ammoniac.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au regard des écarts constatés lors de la présente inspection et des enjeux associés, un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé pour les sujets suivants :

- gestion et traitement des eaux industrielles ;
- dispositif d'isolement des réseaux d'assainissement ;
- points de prélèvement des rejets aqueux ;
- gestion des échappements d'ammoniac issus des soupapes de sécurités.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 25/06/2018, article 1 ; AP Complémentaire du 27/02/2014, article 1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Classement ICPE	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 point 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Systèmes de détection	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 8.1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Echappement des soupapes / Circuits NH3	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 8.1.3.6	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles interne à l'établissement	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Aménagement des points de prélèvements des eaux rejetées	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.6.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
11	Rejet aqueux - Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.2.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Entretien et conduite de l'installation de traitement des eaux	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Etat des matières	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées	article Annexe 2 point 1.4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'attente de la transmission du porter à connaissance global du site faisant suite aux modifications réalisées, l'arrêté de mise en demeure du 25 juin 2018 est maintenu (dernière prescription non-conforme)

En outre, lors de l'inspection du jour ; des écarts majeurs ont été constatés sur les sujets de la gestion/traitement et de rejet des eaux de process. Par conséquent un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

Ce projet d'arrêté de mise en demeure intègre également le sujet de la gestion des échappements d'ammoniac (gaz) provenant des soupapes de sûreté présentes sur les installations de production de froid.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/06/2018, article 1 ; AP Complémentaire du 27/02/2014, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué que le dossier de porter à connaissance global rédigé par ANTEA était en cours de relecture et de finalisation par le bureau d'étude ICE Conseil. L'exploitant s'est engagé a remettre le document finalisé en septembre 2024. En complément des sujets initiaux (entrepôt MIKO, modifications des rejets aqueux,...) objets de l'arrêté de mise en demeure du 25 juin 2018, le porter à connaissance en cours de finalisation intègre le projet de réaffectation du bâtiment SODIGLACE (entrepôt sec converti en entrepôt froid positif).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Evolution du classement ICPE du site
Prescription contrôlée : Tableau présenté à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2014058-0007 du 27 février 2014 modifié par le tableau présenté à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2015-048/DG/DICTAJ/BRA du 28 mai

2015.
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DEAL/RED du 25 juin 2018 relatif notamment à la régularisation de l'entrepôt MIKO un audit de classement ICPE du site a été présenté.</p> <p>Cet audit précise les évolutions suivantes vis-à-vis des arrêtés préfectoraux encadrant actuellement l'exploitation du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> la quantité d'ammoniac sur le site a été réduite de moitié (5.04 t à 2.54 t) ; l'entrepôt Miko actuellement classé au titre de la rubrique 1511 (déclaration de 2018) et les autres les IPD (Installations Pourvues d'une toiture Dédiées) de l'établissement où sont stockées des matières combustibles doivent être classés au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE (évolution des règles de classement) ; la rubrique 2220 (préparation ou conservation de produit alimentaire) passe sous le régime de la déclaration.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit joindre au porter à connaissance global (cf. Point de contrôle n°1) le classement ICPE actualisé du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : AMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 point 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionnelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives.</p> <p>...</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'arrêté de mise en demeure du 25 juin 2018 et l'inspection du 27 septembre 2021 l'exploitant a fait procéder au contrôle de mise en service de la TAR n°4.</p> <p>Le rapport de vérification de mise en service de l'APAVE n°21 507 LSO 24584 00 M-R01-VERSION a été transmis à l'inspection le 18 août 2023. Ce rapport indique que des actions correctives doivent être mises en œuvre.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a présenté le plan d'action légionnelles faisant suite à la dernière AMR. Ce plan intègre les remarques émises dans le rapport de vérification de mise en service.</p> <p>Lors de l'inspection, 68 % des actions correctives de ce plan étaient soldées.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un point de situation précis sur ce sujet sera réalisé lors de l'actualisation de l'AMR programmée pour octobre 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une fois disponible, l'exploitant devra transmettre à l'inspection son AMR actualisée ainsi que le plan d'action actualisé associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 8.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur ammoniac
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avec les séquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SQ1 : déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse locale, - SQ2 : mise en service de la ventilation de la SDM par extraction mécanique, - SQ3/SQ6 (simultanées) : <ul style="list-style-type: none"> o SQ3 : mise à l'arrêt des installations par coupure du TGBT (Arrêt compresseurs, pompes, et installations de production), o SQ6 : fermeture des vannes automatiques d'isolement du circuit NH3, - SQ5 : mise en service d'une alarme sonore audible en tout point de l'établissement. <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur durant un an.</p> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p>Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan d'implantation des capteurs NH₃ et CO lors de l'inspection du jour. Celui-ci doit être mis à jour car les positionnements de certains capteurs ne sont pas exacts. La légende de ce plan doit également être revue : certains seuils de déclenchement indiqués ne correspondent pas aux seuils fixés par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des installations ammoniacs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport JOHNSON CONTROLS de contrôle de la SDM MIKO contenant une charge d'ammoniac de 140 kg (date d'intervention du 25/04/2024 au 02/05/2024) - Visite de contrôle annuel (article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997) ; • Rapport JOHNSON CONTROLS de contrôle du tunnel FLOOP contenant une charge d'ammoniac de 40 kg (date d'intervention 13 juin 2024) - Visite de contrôle annuelle (article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997) ; • Rapport CLAUGERS de contrôle annuel des EIP de la SDM Yoplait contenant une charge d'ammoniac de 2419 kg (date 26 avril 2024) - Visite de contrôle des EIP (articles 39 et 42 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997). <p>Ces rapports établissent des écarts.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant n'était pas en capacité de justifier que la séquence SQ6 :</p>

<i>fermeture des vannes automatiques d'isolement du circuit NH3, était opérationnelle pour le circuit ammoniac YOPLAIT.</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • les plans des circuits ammoniac présentant notamment le positionnement des vannes automatiques d'isolement ; • les éléments démontrant que la séquence SQ6 (fermeture des vannes automatiques d'isolement du circuit en cas de dépassement du seuil 2 sur le réseau de capteurs NH₃) est bien effective et qu'elle fait l'objet d'un contrôle périodique ; • le plan d'action mis place suite aux écarts établis dans les rapports de contrôle des installations de productions de froid ammoniac présentés
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors de l'inspection l'exploitant a présenté ses listes des équipements sous pression présents sur le site. Toutefois il n'a pas été possible de consulter les rapports de contrôle périodique ou de requalification périodique des équipements du fait d'un problème d'accès aux documents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les derniers rapports de contrôle périodique et de requalification des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Condenseur évaporatif 1 (SDM YOPLAIT) ; • Réservoir de liquide HP 1 (SDM YOPLAIT) ; • Bouteille BP Horizontale (SDM YOPLAIT). • Bouteille BP CO2 (SDM MIKO) ; • Séparateur d'huile (SDM MIKO).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Au regard du futur reclassement des entrepôts du site sous la rubrique 1510 (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif à l'état des matières stockées ont fait l'objet d'un contrôle. L'exploitant dispose d'un état des matières stockées dématérialisé extrait à partir de la base de données exploitée pour la comptabilité. Grace à un "module" un état des matières stockées simplifié peut être généré par bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Échappement des soupapes circuit NH₃

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 8.1.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des rejets d'ammoniac des soupapes
Prescription contrôlée : De plus, un dispositif limiteur de pression doit être placé sur toute enceinte ou portion de canalisation, qui en régime normal peut être isolé par la fermeture d'une ou de plusieurs vannes sur phase liquide. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8.1.2.3, les échappements des dispositifs limiteurs de pression (soupapes, disques de rupture, etc.) doivent être captés sans possibilité d'obstruction accidentelle. Si le rejet peut entraîner des conséquences notables pour l'environnement et les personnes, il doit être relié à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac (réservoirs de confinement, rampe de pulvérisation, tour de lavage, etc.).
Constats : Suite à l'analyse de l'incident du 9 avril 2024 lié à l'utilisation du compresseur de secours et au déclenchement d'une soupape, l'exploitant a repositionné le capteur NH ₃ présent dans la cheminée "extraction" de la salle des machines. Les événements des soupapes de sécurité des circuits ammoniac sont canalisés via "une colonne d'extraction". Cette colonne d'extraction débouche à l'air libre au niveau de la toiture de la salle des machines . Les rejets d'ammoniac générés par le déclenchement des soupapes des circuits ammoniac sont émis directement à l'atmosphère sans faire l'objet d'une neutralisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit démontrer que les échappements d'ammoniac des dispositifs limiteurs de pression présents sur les circuits ammoniac ne sont pas susceptibles d'engendrer des conséquences notables pour les populations et l'environnement. Si nécessaire l'exploitant doit mettre en place des dispositifs destinés à recueillir ou neutraliser les échappements d'ammoniac liés aux dispositifs limiteurs de pression.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Constats :

L'installation de traitement (STEP) du site est composée : d'un bassin tampon , de deux bassins d'aération (A et B) et d'un clarificateur.

Les eaux usées générées par le process industriel sont dirigées vers une fosse de relevage (cf. photoXX). Depuis cette fosse « eaux industrielles » les effluents sont transférés par pompage vers la STEP.

Lors de l'inspection il a été constaté que l'exploitant avait procédé à un by-pass de l'installation de traitement des eaux industrielles (STEP).

Les eaux industrielles étaient redirigées sans traitement vers le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle (cf photo).

L'agent en charge de l'exploitation de la STEP a indiqué que cette situation était liée à une teneur en oxygène trop basse au niveau du bassin d'aération B et à la saturation du bassin tampon.

Lors de l'inspection, suite à ce constat, l'exploitant a stoppé ce rejet direct et a redirigé les eaux industrielles vers la STEP.

Par ailleurs, il a été observé la présence de plusieurs conduits débouchant dans la fosse de relevage des eaux industrielles. L'exploitant n'était pas en mesure de préciser l'origine des eaux de ces différents conduits. Néanmoins il apparaît qu'une partie des eaux pluviales du site (zone de stationnement des camions) est redirigée vers cette fosse.

La fosse de relevage des eaux industrielles est reliée par un conduit à la fosse de collecte des eaux traitées situé en amont du point de rejet n°1. Le by pass de la STEP et le rejet direct d'effluent non traité est rendu possible par simple arrêt (automatique ou manuel) de la pompe de relevage.

Par courriel du 16 juillet 2024 l'exploitant a présenté les causes de cette situation ainsi que des actions correctives.

Dans ce courriel l'exploitant indique qu'en cas de défaut d'aération sur les bassins A et B la pompe de relevage de la fosse eaux industrielles est arrêtée. Cet arrêt de la pompe de relevage entraîne, par trop plein, le transfert d'effluents non traités vers la fosse eaux traitées.

Cette description confirme que la STEP présente des défauts en matières d'automatisation et de conception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- mettre en place les mesures techniques et organisationnelles rendant impossible les rejets d'eau industrielle non traitée vers le réseau de la ZI;
- faire procéder à un audit technique de ses réseaux de collecte des eaux et de l'installation de traitement des eaux industrielles (STEP) ;
- procéder aux travaux de mise en conformité de la STEP et des réseaux de collecte nécessaires pour respecter les dispositions du titre 4 de l'arrêté préfectoral n°2014058-0007 du 27 février 2014.

Il est à noter que dans ses courriels du 16 juillet 2024 et du 24 juillet 2024 l'exploitant présente son plan d'action relatifs à la mise en conformité de la STEP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Aménagement des points de prélèvement des eaux rejetées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, positionnement des dispositifs de mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements d'échantillons pour l'autosurveillance sont réalisés en sortie de la STEP. En sortie de STEP les eaux traitées se déversent dans la fosse eaux traitées.</p> <p>Plusieurs conduits débouchent sur la fosse eaux traitées située en amont du point de rejet n°1. Lors de l'inspection l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer l'origine de ces différents conduits.</p> <p>Considérant que la fosse de collecte des eaux traitées réceptionne également d'autres effluents (by-pass de la STEP + autres conduits) les prélèvements ne sont pas représentatifs des effluents réellement déversés dans le réseau d'eaux résiduaires de la ZI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit modifier la localisation du point de rejet n°1 et/ou s'assurer que l'effluent prélevé est représentatif de l'effluent rejeté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la STEP en cas de dysfonctionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection la direction du site a indiqué avoir été informée des difficultés d'aération rencontrées sur le bassin n°B et que la pompe d'aération défectueuse avait fait l'objet d'un remplacement la semaine précédente.</p> <p>La direction a précisé ne pas être informé du rejet direct d'eaux industrielles non traitées dans le réseau de la ZI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément aux actions correctives présentées dans le courriel du 16 juillet 2024 la direction</p>

du site doit être immédiatement informée en cas de dysfonctionnement STEP et elle doit mettre en œuvre les actions adaptées permettant de réduire la pollution émise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Rejets aqueux - Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux d'assainissement
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Lors de l'inspection il n'a pas été constaté : - de dispositifs permettant d'isoler la fosse de collecte des eaux industrielles de la fosse eaux traitées ; - de dispositifs permettant d'isoler la fosse eaux traitées au réseau extérieur (réseau de collecte de la ZI). Par courriel du 24/07/2024 l'exploitant a indiqué avoir mis en place un obturateur permettant de d'éviter le by-pass de la STEP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les réseaux d'assainissement du site doivent disposer des systèmes d'isolement exigés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Entretien et conduite de l'installation de traitement des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, registre de suivi
Prescription contrôlée : Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : Lors de l'inspection, l'agent en charge de l'exploitation de la STEP n'était pas en capacité de présenter un registre où sont enregistrés les incidents de fonctionnement ainsi que les dispositions prises pour y remédier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

